

RETOUR GROUPE 3 « ADAPTATION ET TRANSITION FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE »

•Quelle est votre vision de l'agriculture à horizon 2040 ?

Les changements climatiques auront un impact direct sur les entreprises tant sur les infrastructures que sur les investissements. Le réchauffement climatique s'accélère, les conséquences sont atténuables à travers l'atteinte de la neutralité carbone, mais tout de même inéluctables à un certain degré. Des conséquences coûteuses : 1 milliard d'euros par an pour les surcoûts liés à l'augmentation des aléas climatiques en agriculture¹. Pourtant, il est indispensable de motiver la nouvelle génération et de maintenir le potentiel agricole et alimentaire français, dans un contexte de changement climatique et de raréfaction de l'eau :

- Perte de souveraineté alimentaire et déséquilibre croissant de la balance commerciale. D'où l'importance d'une souveraineté alimentaire via une relocalisation des filières alimentaires et l'amélioration de la compétitivité des produits français,
- Pression foncière sur les surfaces agricoles,
- Décapitalisation dans l'élevage et perte d'attractivité de certaines cultures spécialisées, indispensable à l'industrie de transformation,
- Vieillesse de la population couplée à une crise des vocations agricoles liée à un déficit d'image et de reconnaissance financière de la filière agro-alimentaire,
- Sur-transpositions réglementaires entraînant des distorsions de concurrence, parfois intra-européenne,
- Incertitudes des mesures réglementaires tant sur les dates d'application que sur les anticipations nécessaires pour ajuster les pratiques et des outils à disposition de l'amont agricole afin de lisser et compenser les chutes potentielles de rendement et ou de diminution des ressources agricoles disponibles.

La loi d'orientation d'avenir doit être construite autour de l'ensemble de la chaîne de valeur (éleveurs/agriculteurs/transformateurs/commerçants). Pour cela, il est nécessaire de mettre en œuvre les études d'impact qui détermineront les conséquences des dispositifs proposés sur l'agriculture, les clients industriels et les commerçants afin de préserver l'agriculture française et de limiter les hausses des coûts de production sur la filière alimentaire et l'impact de l'inflation pour le consommateur.

•Quelle est votre perception des grands défis auxquels elle doit faire face ?

Plusieurs grands défis s'ouvrent à nous, ce sont :

- L'attractivité des métiers et des qualifications en lien avec les changements climatiques,
- Lutter contre les conséquences des changements climatiques sur les approvisionnements des matières premières et, par ricochet, sur les transformateurs et les commerçants. En effet, le manque d'anticipation des aléas climatiques peut induire à une irrégularité sur les volumes et/ou la qualité des récoltes (cahier des charges). De facto, les baisses de production

¹ (source « L'Évaluation du coût du changement climatique pour les filières agricoles et alimentaires »)

alimentaire ont un impact tant sur l'économie (potentiels arrêts temporaires des usines et pénuries pour les commerçants) que la souveraineté alimentaire,

- Avoir une agriculture durable, résiliente, sobre, décarbonée et qui produit des ENR. Agriculture puit de carbone et dotée d'outils numériques,
- Aller vers un Carbon act pour lutter contre les distorsions de concurrence engendrant des fuites de carbone,
- Avoir une rémunération des services écosystémiques (biodiversité, qualité de l'eau, capture du carbone, qualité de l'air...),
- Atténuer les tensions sur les matières premières industrielles (emballages) avec pour principale conséquence une volatilité des prix.
- Lutter contre la baisse des revenus des producteurs agricoles et la contraction des marges industrielles en raison des hausses de charges successives sur les intrants agricoles et industriels et de l'incertitude climatique,
- L'émergence de nouvelles évolutions territoriales sur les cultures, les productions et les circuits de distribution (déplacements des zones de production agricoles historiques et impact sur les transformations et les commerçants),
- L'anticipation des besoins des consommateurs et diminution de l'empreinte carbone en proposant un meilleur déploiement du tissu local,
- Une concurrence accrue entre les usages de l'eau en période de sécheresse qui va amener des restrictions des volumes d'eau disponibles l'été, et de potentiels conflits d'usages
- une perte de compétitivité des filières agricoles et alimentaires française et un risque d'approvisionnement croissant à l'étranger au détriment de la production et de la transformation française

Il y a un enjeu central de valorisation du travail de l'ensemble des acteurs de la filière. De cette valorisation découlera la capacité d'adaptation des modes de production et de transformation à la transition agro-écologique (évolutions des pratiques culturelles, décarbonation et limitation de l'impact environnemental des activités de production et transformation) et une partie de l'attractivité métier.

•Quelle sont les verrous les plus importants à lever ?

Il convient de noter qu'il y a urgence à agir. Pour cela les verrous les plus importants sont :

- Accompagner l'ensemble des acteurs de la filière sur les compétences de demain :
En redonnant une image positive à l'ensemble du secteur notamment en insistant sur les changements opérés dans le secteur et les bienfaits de l'alimentation
En accompagnant la transformation de l'offre de formation, en lui donnant la possibilité de conserver une main d'œuvre disponible pour les métiers en tension
- Libérer l'accès au foncier agricole pour les nouveaux installés et les projets d'implantation d'outils industriels agroalimentaire
- Renforcer la cohérence des politiques publiques pour réduire l'insécurité juridique :
Cela passe par :
 - un soutien politique pour éviter les interdictions sans alternatives et conserver la pluralité des solutions (agronomie + chimique + biologique + mécanique + sélection variétale)
 - Eviter toute « sur-réglementation » française par rapport à la réglementation européenne
 - Engager une gestion concertée sur des grands sujets climatiques qui impactent l'ensemble de la filière à l'image de l'eau : réfléchir ensemble sur les évolutions réglementaires pour adapter les possibilités de stockage de l'eau dans les territoires, afin de s'adapter aux soubresauts climatiques (excès d'eau/sécheresse à des périodes de développement stratégique des cultures) et soutenir les investissements visant à améliorer le pilotage des outils d'irrigation et à optimiser les usages de l'eau.
 - Donner aux PME une visibilité sur l'évolution des comportements, des scénarios environnementaux et de la réglementation,
- Promouvoir et protéger l'innovation, levier essentiel de la compétitivité des entreprises :
Généraliser des politiques d'incitation à l'innovation via des financements de projets de

transformation industrielle « pilotes », de développement des énergies renouvelables dans les sites de production et transformation (photovoltaïque, éolien, méthanisation, électrification des procédés industriels, décarbonation des outils de production et de transformation) ou aides favorisant l'activité locale.